



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE

UN LIBRARY

JUN 30 1966

UN/SA COLLECTION



PROVISOIRE

T/PV.1275
29 juin 1966

FRANCAIS

Trente-troisième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT SOIXANTE-QUINZIEME
SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 29 juin 1966, à 15 heures.

Président :

M. BROWN

(Royaume-Uni)

- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique :
 - a) Rapport annuel de l'Autorité administrante [4 c)]
 - b) Rapport de l'Organisation mondiale de la santé sur son enquête relative aux plaintes contenues dans une pétition concernant le Territoire sous tutelle [5] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1275. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE :

- a) RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE (T/1652; T/L.1110 [4 c]);
- b) RAPPORT DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE SUR SON ENQUETE RELATIVE AUX PLAINTES CONTENUES DANS UNE PETITION CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE (T/1647) [5]; (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Norwood, Représentant spécial du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique sous administration des Etats-Unis et M. Nuuan, conseiller, délégation des Etats-Unis, prennent place à la table du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il y a plusieurs questions qui ont été posées à la séance d'hier et auxquelles il n'a pas encore été répondu. Je vais demander au Représentant spécial de l'Autorité administrante s'il est maintenant en mesure de répondre à ces questions.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous avons des réponses à ces questions. Si vous le voulez bien, je traiterai d'abord de la question posée par le représentant de l'Union soviétique. Cette question était la suivante : combien de spécialistes à formation universitaire l'Autorité administrante envisage-t-elle pour en faire des avocats, des professeurs et des ingénieurs?

Je répondrai en disant que la politique du Gouvernement du Territoire sous tutelle est d'offrir des bourses dans toutes les disciplines professionnelles, afin que les besoins de toute la société micronésienne puissent être satisfaits et non pas seulement les besoins spécifiques ou les besoins administratifs du Gouvernement du Territoire. Au cours de l'année écoulée, quelque 236 étudiants d'université ont travaillé dans vingt disciplines différentes. Ces disciplines allaient de la comptabilité aux arts et métiers, aux études pré médicales, au droit, aux sciences politiques, à la sociologie et à d'autres disciplines professionnelles.

Outre ceux dont les études ont été financées par le Gouvernement, un nombre croissant d'étudiants ont eux-mêmes payé leurs études ou ont travaillé en vue de financer leur éducation. En plus, un programme élargi a été mis au point qui permettra d'aider cette catégorie d'étudiants. Je suis heureux de pouvoir dire qu'un certain nombre de fondations américaines privées se montrent actives dans ce

M. Norwood (Représentant spécial)

domaine de l'assistance. Le Territoire a, bien entendu, besoin de professionnels dans tous les domaines. Dans le domaine judiciaire, par exemple, il n'y a qu'un seul avocat micronésien expérimenté. Au cours des dix prochaines années, les postes de district attorney, de magistrats debout, de greffiers et de conseillers administratifs pourront absorber quelque 25 ou 30 jeunes juristes qualifiés.

Les besoins économiques et sociaux des communautés locales auront de même besoin de professionnels ayant une formation juridique et ce domaine pourra absorber encore de 10 à 12 jeunes juristes.

M. Norwood (Représentant spécial)

Dans le domaine de l'enseignement, nous aurons besoin de centaines d'instituteurs spécialisés; il nous faudra plusieurs vingtaines d'ingénieurs. En ce qui concerne le domaine général de l'administration, il y a plusieurs centaines de postes, principalement dans les cadres administratifs supérieurs et de conseillers techniques, qui sont aujourd'hui occupés par des non-Micronésiens et qui, le temps venu, seront progressivement repris par des Micronésiens, au fur et à mesure des progrès de la population micronésienne en matière de formation professionnelle et d'expérience acquise.

Nous étudions en ce moment les besoins du Territoire en ce qui concerne l'enseignement; nous nous ferons un plaisir de fournir au Conseil de Tutelle, lors de sa prochaine session, des détails sur les résultats obtenus.

Le représentant de la Chine m'a demandé de lui indiquer la répartition, par district, des électeurs, des électeurs inscrits et des votants à l'occasion des élections pour le Congrès de la Micronésie. Avant de donner lecture de ces statistiques, de manière qu'elles puissent figurer au procès-verbal, je me permettrai de signaler que, dans la plupart des districts, le nombre des votants a été extrêmement élevé; par exemple, 97 p. 100 des électeurs ont voté aux îles Mariannes, et 96 p. 100 à Yap. Dans les districts de Truk et de Ponapé, nous estimons que le nombre des votants a été assez faible; cela nous a déçus, car ce nombre a été d'environ 50 p. 100 des électeurs inscrits dans chacun de ces deux cas. Dans l'ensemble du Territoire, un peu plus de 70 p. 100 des électeurs inscrits ont voté. Etant donné que c'était la première fois dans l'histoire de ces îles qu'il se déroulait des élections libres basées sur le suffrage universel, nous sommes d'avis que la réaction à cet égard a été encourageante.

Voici maintenant les statistiques district par district. Pour les îles Mariannes, il y a eu 4 104 électeurs, dont 3 497 inscrits et 3 356 votants. Dans le district de Yap, il y a eu 3 290 électeurs, dont 2 871 inscrits et 2 767 votants. Aux Palaos, il y a eu 4 634 électeurs, dont 4 583 inscrits et 3 711 votants. A Truk, il y a eu 12 225 électeurs, dont 10 681 inscrits et 5 373 votants. A Ponapé, il y a eu 9 200 électeurs, dont 9 033 inscrits et 5 654 votants. Aux îles Marshall, il y a eu 8 000 électeurs, dont 4 841 inscrits et 4 218 votants.

Au total, le nombre des électeurs se montant à 41 473, celui des électeurs inscrits à 35 506 et celui des votants aux dernières élections, à 25 079.

Le représentant de la Chine m'a également demandé de formuler mon opinion à l'égard de l'avenir politique du Territoire sous tutelle au cours des deux ou trois prochaines années. Je le fais avec plaisir.

Mon avis personnel - et je souligne que cet avis personnel est fondé sur une première impression assez limitée - est que le développement politique futur de la Micronésie devrait être et sera influencé par divers facteurs intimement liés. Le premier de ces facteurs est l'éveil de l'identité de la Micronésie, ce qui a encore été appelé parfois la conscience micronésienne. Il n'existe encore, ni à l'intérieur ni à l'extérieur du Territoire, un accord complet sur le fait qu'il existerait déjà une entité micronésienne. Néanmoins, j'ai la ferme conviction que cette notion existe et que cette identité ira s'affirmant et se renforçant.

M. Norwood (Représentant spécial)

De plus, je pense que les populations de ces groupes d'îles si dispersées et de cultures si différentes, devront faire l'objet d'un rapprochement progressif et que leurs sentiments de mutuel intérêt et d'identité qui commencent à s'éveiller seront constamment accrus par la nécessité d'entreprendre des efforts communs et coordonnés, en vue de résoudre leurs problèmes économiques et politiques. En conséquence, leur société deviendra plus viable pour répondre aux conditions du monde moderne.

La création du Congrès micronésien, énergiquement préconisée par le Conseil de tutelle, a déjà eu pour effet d'unifier les habitants de cette région si largement dispersée. Quant à savoir si cette unité de vue aura pour effet de développer et de renforcer cette solidarité, nous en aurons, à mon avis, une preuve lors des prochains travaux du Congrès, au cours des sessions à venir. L'histoire de notre propre pays, celle des Etats-Unis, nous a appris que l'unité ne peut facilement être obtenue dès le début et qu'on ne peut y parvenir, au cours des années, sans de nombreuses difficultés et bien des tiraillements. Je pense donc qu'il en sera de même en ce qui concerne l'unité de la Micronésie.

Toutefois, toujours selon mon point de vue, j'estime que la création et la conservation de l'unité politique exigent l'évolution de l'unité économique. Le sentiment croissant de l'unité politique est tout à fait net en Micronésie. Mais les installations et les services économiques nécessaires pour maintenir cette unité politique et la faire croître, sont seulement à une première étape avant de former un ensemble cohérent. Il reste encore beaucoup à faire avant que l'on puisse dire que la Micronésie possède une base économique solide, cohérente, et durable. Je crois que le Conseil de tutelle a reconnu l'existence de ces liens en insistant sur l'urgence d'une évolution économique parallèlement à l'évolution politique. Des programmes sont en cours - certains autres sont envisagés - qui devraient permettre de créer cette base économique indispensable. Néanmoins, il nous reste encore à identifier nettement et à nous mettre d'accord sur le potentiel économique. Nous devons aussi prévoir un réseau bien défini en ce qui concerne les transports et les communications.

M. Norwood

Il reste encore à pourvoir tout ce dont nous avons besoin dans cette région eu égard à l'adduction d'eau, aux installations électriques et sanitaires, enfin tous autres services essentiels à l'évolution économique. La dimension énorme de cette région, la dispersion des îles ajoutent grandement à ces problèmes. De toute évidence, les membres du Conseil n'ignorent point que les ressources naturelles de la région - à l'exception de celles pouvant provenir de l'océan - sont très limitées. Un programme accéléré d'éducation donnera plus de vigueur à la capacité économique, de même qu'au caractère politique de la Micronésie; et, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte lors de nos récentes discussions, le programme de la santé publique nécessite un accroissement constant de ressources tant en matériel qu'en personnel, en vue d'assurer à la population micronésienne les éléments de base essentiels à leur bien-être physique.

Sans être à même de faire dès à présent une prédiction concrète, j'ai le sentiment que nous nous rapprochons d'une manière sensible de l'instant où nous pourrions nous effacer et dire aux Micronésiens : "Maintenant, vers quoi voulez-vous vous diriger? C'est à vous de choisir". Je considère que mon devoir principal et primordial consiste à aider de mon mieux à la préparation de cette région dans tous les domaines, et à donner à la population, dans toute la mesure de mes moyens, la possibilité de prendre une décision; personnellement, j'espère que ceci pourra être accompli alors que je suis encore en fonction.

Je pense, Monsieur le Président, avoir ainsi répondu à toutes les questions qui avaient été posées, exception faite cependant de celle qui traite des prévisions budgétaires portant sur une période de cinq ans; je crois que nous pourrions parler de cette dernière lors de notre déclaration finale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial pour le soin qu'il a mis à répondre si complètement aux questions très pertinentes qui lui avaient été posées.

Parmi les délégations ici présentes, je demanderais aux membres du Conseil si quelqu'un entend poser des questions au Représentant spécial ou au représentant des Etats-Unis.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais présenter mes excuses au Représentant spécial. Je pensais en effet avoir posé toutes les questions auxquelles je désirais une réponse, mais il y a un petit problème qui me soucie encore et je crois que l'explication qu'il pourra me donner me fournira une idée plus claire de la situation.

En réponse à une question posée par la délégation du Libéria concernant les indemnités versées aux victimes de Rongelap, je pense qu'il nous a été dit que 10 000 dollars avaient été payés directement à chacune de ces personnes, mais que ces sommes avaient été déposées dans une banque d'Hawaï et qu'elles en percevraient les intérêts. Laissant de côté la question de savoir qui a pris la décision de placer cet argent à la banque, j'aimerais connaître ce qu'il adviendrait du capital si l'une de ces personnes venait à décéder sans laisser d'héritier habilité à recevoir les fonds. Que deviendrait alors cette somme, ce capital qui n'a pas été versé et qui aurait dû être remis à l'ayant droit alors qu'il était encore en vie?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je préciserai à l'intention de Mlle Brooks que, bien que ces capitaux (ainsi qu'elle vient de l'indiquer) soient déposés dans une banque d'Hawaï, celle-ci possède une succursale à Kwajalein; les personnes dont les capitaux sont déposés à la banque peuvent avoir facilement accès à ladite succursale. Je suis certain que ces dispositions ont été prises après entente avec les intéressés. J'ajouterai même que si, après étude ultérieure, il apparaît, pour une raison quelconque, que les bénéficiaires considèrent ces dispositions inadéquates et en souhaitent la revision, j'ai la certitude qu'il serait procéder à de nouveaux arrangements.

Quant à savoir à qui reviendrait l'argent, dans l'éventualité du décès de l'un quelconque des bénéficiaires, je présume que, dans chaque cas, celui-ci serait remis au plus proche parent qui lui survivrait, et ce, après décision juridique.

M. Norwood (Représentant spécial)

Il est certain que nous savons tous que, dans des régions de cette nature, il n'est pas toujours facile d'identifier le plus proche parent survivant et que, parfois, on se trouve en présence de certaines considérations ethniques ou culturelles. Mais la procédure qui serait suivie consisterait à transférer la propriété de la somme au plus proche parent de la personne à laquelle le paiement avait été fait à l'origine.

Je voudrais ajouter également que la décision du dépôt de l'argent à la banque a été prise par les bénéficiaires et qu'en aucun cas, il n'ont fait l'objet de pressions extérieures.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial, mais je ne pense pas qu'il ait vraiment répondu à ma question. J'avais prévu la réponse qu'il me donnerait, mais je pense que ma question avait en réalité une portée plus grande que la réponse qu'il m'a donnée. J'ai demandé : à qui reviendrait cette somme dans le cas où, à sa mort, le bénéficiaire ne laisserait aucun parent?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Voilà une question qui me prend un peu au dépourvu parce que, pour y répondre, je ne dispose pas des données juridiques nécessaires. Il est permis de supposer que si ce regrettable événement vient à se produire en l'absence de tout testament - et j'admets bien sincèrement que je ne fais là qu'une supposition et que tout cela mérite une étude juridique très attentive - la somme appropriée pourrait être distribuée, si une enquête sérieuse ne permet pas d'identifier un autre bénéficiaire, aux autres bénéficiaires ou, en accord avec les bénéficiaires existants, utilisée à telles fins dont ils pourraient convenir, comme par exemple des bourses d'études ou tout nouveau placement, mais étant entendu que la somme demeurerait la propriété du groupe initial, soit des premiers membres du groupe, soit de leurs héritiers.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Cette réponse m'amène à poser une autre question de caractère juridique. Il semblerait qu'il s'agit là en fait d'un dépôt de groupe plutôt que d'un dépôt individuel.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Non, j'estime qu'il s'agit d'un dépôt effectué par des personnes privées.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : S'il s'agit d'un dépôt individuel, il semblerait qu'à moins que des dispositions spéciales aient été prises avant qu'une situation malheureuse de la nature de celle à laquelle j'ai fait allusion ait pu survenir, la somme ne pourrait pas revenir aux autres bénéficiaires en tant que tels s'il n'y a pas de testament et si personne n'est désigné. La question se pose alors de savoir si la somme ne reviendra pas réellement à l'Etat. Mais à quel Etat? C'est la question qui m'intéresse. La somme reviendrait-elle à la Micronésie ou retournerait-elle à sa source première?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois savoir que dans les circonstances hypothétiques qui ont été évoquées, la somme reviendrait au gouvernement du Territoire sous tutelle et non au Gouvernement des Etats-Unis.

Permettez-moi d'ajouter, au vu de la question qui a été posée et étant donné mes hésitations à y répondre d'une manière complète et absolue, qu'il serait bon que nous étudions attentivement la question en même temps que les diverses dispositions qui ont été établies afin de mieux protéger les intérêts des bénéficiaires dans une éventualité qui, sans doute, peut se produire, encore que nous espérons qu'elle n'interviendra pas. Je puis donner à la représentante du Libéria l'assurance que, l'an prochain, nous disposerons de renseignements complémentaires sur ce qui a été décidé à cet égard.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Avant-hier, j'ai posé certaines questions au Représentant spécial et à la délégation américaine en général. J'ai commencé par certaines questions relatives au Peace Corps. J'ai déclaré qu'à mon sens la notion américaine de Peace Corps, en particulier pour ce qui est du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, est une notion extrêmement intéressante qui, à mon sens, est tout à l'honneur du Gouvernement américain et répond aux besoins du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Si vous me le permettez, je reviendrai sur cette question en l'abordant sous un angle différent. J'y reviens en raison de l'intérêt particulier que je lui porte et je demande à mes collègues américains de bien vouloir m'excuser si je dis qu'une part de cet intérêt est due au fait que l'Australie avait un Peace Corps en 1949. Sans doute n'était-ce pas un Peace Corps très important. On l'appelait, je crois me souvenir, l'Australian Volunteers Abroad ou l'Overseas Graduate Service. Je pense que c'était plus exactement l'Australian Volunteers Abroad. En 1949, nous avions l'équivalent australien d'un Peace Corps stationné en Indonésie; il était, à ma connaissance, composé d'un groupe de jeunes Australiens dévoués, comme tel est le cas pour les jeunes Américains qui, sans idée de lucre, souhaitent mettre leurs aptitudes et leurs capacités au service des territoires sous-développés. Telle est la base de mes prochaines questions relatives au Peace Corps.

Dans cet ordre d'idées ma première question est celle-ci : pourquoi a-t-il été nécessaire d'introduire le Peace Corps dans la région des territoires américains?

M. NORWCOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne dirai pas qu'il était nécessaire de le faire. Mais après avoir examiné l'évolution du Territoire sous tutelle, tenant compte des rapports présentés par l'Organisation mondiale de la santé ainsi que des analyses et recommandations de la Mission de visite dans le Territoire sous tutelle, étant donné d'autre part la propre analyse faite par l'Administration des besoins du Territoire et la nécessité évidente de trouver de nouveaux moyens pour aider les domaines critiques tels que la santé publique, le développement communautaire, l'hygiène, on a estimé que la présence de volontaires du Peace Corps nous permettrait d'aborder plus tôt et plus efficacement ces secteurs déficients qu'il ne serait possible de le faire si nous avions simplement décidé de former et de recruter le personnel nécessaire sur la base d'un programme ordinaire de recrutement à long terme.

M. Norwood (Représentant spécial)

En outre, j'ajouterai que le Congrès micronésien lui-même et la population de la Micronésie ont été très intéressés par l'historique des contributions du Peace Corps dans d'autres régions nécessiteuses et ont invité des membres du Peace Corps à se rendre dans le territoire. Cette invitation, bien entendu, a été reçue très chaleureusement et très favorablement par l'administration. Voilà donc l'une des raisons.

Il est un autre élément qu'il faut signaler, je pense; c'est que les volontaires du Peace Corps se rendent dans la région non pas pour y établir des programmes qui leur sont personnels et indépendants de tous autres, mais pour fournir des services qui viennent à l'appui des programmes existants qu'ils cherchent à renforcer dans la mesure de leurs capacités, de leurs talents et de leurs aptitudes.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Pour approfondir un peu cette question, j'aimerais demander au représentant spécial, qui est aussi le Haut Commissaire par intérim du Territoire sous tutelle, s'il entend faire suivre les activités de ce Peace Corps par d'autres activités exercées par de jeunes américains régulièrement recrutés et employés - si je peux utiliser ce terme - ou par des activités exercées par des Micronésiens spécialement formés?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'un des objectifs fondamentaux du programme du Peace Corps sera d'aider à former des Micronésiens et à relever le niveau de formation de ces derniers. Nombre d'entre eux, dans une grande proportion - je crois que le chiffre est d'environ 270 - seront des professeurs et ils aideront à la formation d'autres professeurs et à l'amélioration des possibilités d'enseignement des Micronésiens. D'autres travailleront dans le domaine du développement communautaire, de l'hygiène, notamment de l'hygiène rurale, ou participeront à certains travaux de construction dans des villages éloignés où il ne serait pas indiqué, étant donné le cadre de nos programmes actuels, d'envoyer des ingénieurs, des architectes ou des personnes spécialement qualifiées. Ces volontaires du Peace Corps apporteront leur aide dans ces régions éloignées dans le but - et j'ajouterai exclusivement dans ce but - de contribuer à la formation des Micronésiens et à l'amélioration de leurs possibilités, pour leur permettre, en fin de compte, d'assumer leurs responsabilités.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre de la réponse du représentant spécial à ma question qu'une plus grande majorité des volontaires du Peace Corps exercent leurs activités dans le domaine de l'enseignement. D'après ma propre expérience dans des domaines similaires, je sais aussi qu'il n'existe pas réellement de substitut aux instituteurs autochtones. Ceux-ci appartiennent à la population qu'ils enseignent; ils comprennent les enfants à qui ils donnent leur enseignement; ils comprennent les aspirations des gens qu'ils enseignent. Et cela me mène à une autre question ; sur la base du travail faite par le Peace Corps et aussi sur la base du bon travail fait par des instituteurs réguliers, si je peux employer ce terme, dépendant de l'administration du Haut Commissaire, quelles sont les dispositions prises - et quelles sont les normes de ces dispositions - pour former les Micronésiens et en faire des éducateurs de leurs concitoyens?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans la déclaration liminaire, en réponse à d'autres questions qui ont été posées à des séances antérieures, je crois avoir très nettement prouvé que l'un des premiers buts du programme d'enseignement en Micronésie est de fournir une formation dans les différents domaines de l'effort d'éducation, non seulement dans les domaines académiques des langues, des arts, des mathématiques et des études sociales, mais dans d'autres domaines également - enseignement technique et médical - afin de mettre en oeuvre, aussi rapidement que possible, dans la région de Guam, dans celle d'Hawaïi et partout où cela sera possible, des programmes permettant de donner aux autochtones la formation et l'éducation nécessaires afin qu'ils puissent revenir dans le territoire et utiliser leurs connaissances et leurs capacités dans des programmes d'enseignement. Compte tenu du nombre de langues parlées dans le territoire, nous espérons pouvoir, après un certain temps, renforcer les programmes d'enseignement dans toutes les régions où l'étude et le rapport faits par le Conseil aussi bien que nos propres observations montrent qu'il reste encore un long chemin à parcourir pour distribuer l'enseignement dont la population a besoin.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre le problème auquel doit faire face le représentant spécial pour appliquer à la population les normes nécessaires et lui donner le niveau d'enseignement dont elle a besoin pour que les enfants du territoire atteignent le niveau d'instruction que les Américains eux-mêmes et l'Autorité administrante estiment acceptable .

J'abandonne la question du Peace Corps et du domaine social pour le moment, étant entendu que le Peace Corps est animé d'un esprit d'efforts volontaires et d'un sens de la responsabilité assumée par la population américaine et, tout spécialement dans ce cas, par les jeunes Américains - ce que je trouve très intéressant - pour en venir à un domaine peut-être plus égoïste, que je considère également important sous certains aspects. Le Peace Corps se rend dans le territoire pour aider la population à améliorer l'enseignement; c'est la raison principale mais ce n'est pas la seule. Le Peace Corps se rend dans la région dans un esprit de service social et non pas dans un esprit de profit personnel. Etant donné la société dans laquelle je vis, je voudrais poser cette autre question : que fait-on pour aider les individus - car nous considérons que les individus sont la base même de la société telle que nous la connaissons et que les libertés individuelles sont la base de cette société - à mettre sur pied des entreprises économiques qui les récompenseront d'une façon intéressante de leurs efforts personnels et, de ce fait, les aideront à construire l'économie des territoires américains?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Un certain nombre de réalisations assez impressionnantes et, à mon avis, encourageantes, sont en cours. Dans de nombreuses régions de la Micronésie, la population elle-même gère ses mutuelles de crédit, crée et gère ses propres coopératives sur une base individuelle. C'est là ce que font les Micronésiens eux-mêmes. En outre, il existe un fonds, Economic Development Loan Fund, dont le capital va être très prochainement accru et qui, en retour, permettra à la population d'obtenir les crédits nécessaires pour construire des maisons, faire démarrer de petites entreprises et, dans certains cas, garantir des prêts bancaires et faire d'autres opérations du même genre.

M. Norwood (Représentant spécial)

En outre, partout où nous le pouvons, nous installons des entreprises, notamment dans le domaine de la construction de logements ou d'autres édifices, auprès d'entrepreneurs privés autochtones qui semblent à même de construire pour nous, et non seulement pour le gouvernement, mais pour leurs voisins et pour eux-mêmes, des logements tout à fait acceptables. Ils font preuve d'imagination et d'aptitude dans ces activités. De même, pour ce qui est des propositions qui nous sont faites, provenant de capitaux extérieurs, nous veillons à ce que ces propositions comprennent un programme de formation, dans le cadre de l'un quelconque des programmes de développement, afin que si, par exemple, une entreprise veut investir en Micronésie, nous accueillions ce capital étranger, et nous veillions également à ce que cela donne des possibilités de formation, des possibilités d'emploi à la population micronésienne pour que cette dernière puisse devenir économiquement indépendante.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : La réponse que vient de me donner le représentant spécial m'amène à poser tout de suite une autre question. De par mon expérience acquise dans les territoires sous tutelle australienne où existent des problèmes analogues, nous avons estimé qu'il était nécessaire de mettre au point un système de garantie de prêts bancaires lorsque des affaires étaient mises sur pied par la population autochtone. Des dispositions légales sont prises pour garantir ces prêts et plusieurs centaines de milliers de livres ont été affectées à ces domaines. Est-ce qu'il existe dans le Territoire sous tutelle de Micronésie des dispositions législatives pour l'Administration représentée, je ne dirai pas par le représentant spécial mais par le Haut Commissaire, pour garantir des prêts bancaires qui seraient faits à des entrepreneurs privés, ou à des entreprises coopératives, ou encore à des entreprises communautaires pour développer des activités économiques évidemment garanties par le Gouvernement américain?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois savoir qu'à l'heure actuelle, la législation du Territoire ne contient aucune disposition de cet ordre. En pratique, nous le faisons à titre de politique et de coutume, par le biais de l'Economic Development Loan Fund qui vient d'être établi comme je l'ai mentionné tout à l'heure. Il est tout à fait

M. Norwood (Représentant spécial)

possible qu'il s'agisse là d'une question à laquelle le Congrès de la Micronésie et l'Administration devraient réfléchir, parce qu'il tcut à fait évident que tout ce que nous pourrons faire pour donner des garanties raisonnables à ce genre d'activités, pour encourager ces initiatives, en les soumettant à un contrôle approprié, nous devons le faire et nous le ferons.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant spécial de sa réponse et j'en conclus que son administration continuera de souscrire à ces activités coopératives et communautaires dans les domaines que j'ai indiqués.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Australie nous permet-il d'intervenir pendant un instant, parce que je crois savoir que le représentant spécial a quelque chose à ajouter dans ce domaine.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Bien que je ne connaisse pas personnellement l'expérience de l'Australie dans ce domaine, il me semble que si le représentant de l'Australie voulait bien nous fournir quelques renseignements sur la façon dont cette législation fonctionne dans son pays, nous bénéficierions de conseils utiles.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je le ferai avec plaisir. A ce propos, je veillerai personnellement à transmettre à Son Excellence le Haut Commissaire toutes les dispositions législatives et les pratiques employées dans ce domaine afin qu'il puisse les examiner et voir s'il est éventuellement possible de les appliquer aux territoires qu'il administre.

Abandonnant ce domaine des activités économiques - et je vous prie de m'excuser pour la manière assez désordonnée dont se succèdent mes questions; je comprendrai très bien que notre collègue des Etats-Unis nous demande certains délais pour répondre à ces questions qui ne sont pas liées les unes aux autres - je voudrais vous renvoyer au document T/L.1110, du 11 juin 1966. Il s'agit du document de travail préparé par le Secrétariat sur la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Je me réfère notamment à la page 8, paragraphe 18, qui contient une déclaration relative au droit de vote, aux qualifications des législateurs et aux pouvoirs du Congrès, dans les termes suivants :

M. McCarthy (Australie)

"Le Congrès peut poser des conditions supplémentaires sous réserve 'qu'il ne sera imposé à un électeur ou exigé de lui aucune condition de propriété, de langue ou de revenu et qu'il ne sera faite aucune discrimination fondée sur le degré d'instruction, les coutumes tribales ou la position sociale, ni sur la race, la couleur, l'origine ethnique, le sexe ou les croyances religieuses'."

Avant de poser ma question, je voudrais dire que ma délégation souscrit entièrement aux dispositions contenues dans ce paragraphe. Ceci étant dit, voici ma question : quelles sont les conditions supplémentaires qui pourraient être posées dans certaines circonstances dans le cadre des limites indiquées au paragraphe 18 et dans le cadre de la citation que je viens de faire?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je songe à un exemple possible où des conditions supplémentaires pourraient être souhaitables. En vertu des lois existant à l'heure actuelle dans le Territoire, toute personne âgée de 18 ans ou plus a le droit de voter, indépendamment de son casier judiciaire, même si elle est malade mentalement ou handicapée physiquement. Je ferai remarquer qu'il s'agit là d'un cas de nature à suggérer peut-être certaines restrictions à imposer aux personnes qui se trouvent dans cette situation défavorable.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je souscris à tout ce que vient de nous dire le représentant spécial à ce propos. Personnellement, nous avons des réserves semblables et indépendamment de tout préjugé politique ou de tout biais politique de quelque genre que ce soit, nous avons jugé bon de prévoir des restrictions de cet ordre liées à l'état mental des personnes ou au fait qu'elles aient été incarcérées. Je suis entièrement satisfait de la réponse donnée à cette question.

Dans le même document - je vous renvoie à la page 19, paragraphe 53, sous la rubrique "Coopératives" - nous lisons :

"On a insisté sur le développement des coopératives dans le Territoire sous tutelle mais le programme de coopératives commence à peine."

M. McCarthy (Australie)

Une fois de plus, permettez-moi de dire - et je m'en excuse - que nous avons connu une expérience semblable dans le même domaine. Voici ma question : le système de coopératives exclut-il les entreprises privées ou bien le système des entreprises privées tend-il à exclure les coopératives, ou bien envisage-t-on les deux systèmes comme étant complémentaires et pouvant fonctionner de pair aux mêmes fins économiques?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans les conditions existant à l'heure actuelle dans le Territoire, les deux choses sont complémentaires, à mon avis. Dans un grand nombre de cas, un particulier qui souhaite lancer une affaire et devenir un entrepreneur privé pourrait se tourner vers une coopérative, pour débiter, pour démarrer, pour se lancer. Plus tard s'il arrive à un niveau satisfaisant dans son affaire, il pourra, s'il le souhaite, devenir indépendant. Je considère cela - et d'autres avec moi - comme une sorte de mécanisme de départ pour encourager l'effort individuel.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'en viens à la page 7 du document de travail (T/L.1110), paragraphe 19, où il est dit que pour être éligible en tant que membre du Congrès, il faut avoir certaines qualifications. Ce paragraphe dit aussi :

"Pendant les quatre premières années formatives, le Congrès sera largement ouvert aux législateurs de district et aux personnes occupant des postes importants dans les branches exécutives et judiciaires du Gouvernement du Territoire."

Si je comprends bien, cette disposition permet aux fonctionnaires d'entrer dans la vie politique. Cette question intéresse particulièrement ma délégation car dans mon pays et dans les territoires sous notre contrôle, nous faisons une distinction très nette entre la branche politique et la fonction publique qui exécute les décisions prises par la branche politique. La question est la suivante : comment le fonctionnaire des territoires sous tutelle sous administration des Etats-Unis, dans le cadre des dispositions que je viens de citer, peut-il concilier ses obligations et sa loyauté de membre de l'administration avec celles qu'il peut avoir après avoir été élu en tant que représentant du peuple? En d'autres termes et pour dire les choses plus simplement, comment le fonctionnaire qui est élu à un poste politique peut-il concilier ce qui pourrait être des obligations divergentes entre son poste de fonctionnaire d'une part et son poste d'élu du peuple d'autre part?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il s'agit d'une question qui préoccupe non seulement l'administration mais aussi les membres du Congrès de la Micronésie. C'est un exemple de plus du genre de situation existant à l'heure actuelle qui me pousse à croire que si nous voulons établir des rapports vraiment utiles entre les branches exécutive et législative, il nous faut créer des possibilités économiques parallèlement au développement politique afin d'arriver au moment où les hommes et les femmes de qualité qui seront membres du Congrès n'aient pas à compter sur des emplois gouvernementaux. Ils devraient pouvoir avoir des emplois dans le secteur privé. C'est pourquoi j'estime qu'il est si important que l'évolution se fasse dans les deux secteurs sur une base parallèle. La situation actuelle est infortunée : actuellement un pourcentage élevé des membres du Congrès de la Micronésie sont en même temps des employés de l'administration du Territoire sous tutelle. Ce sont des gens très compétents; ils ne se trouvent pas à l'aise dans cette situation. Cela leur cause beaucoup de soucis.

Différents projets tendant à modifier cette situation sont à l'étude. D'après ce que je comprends, la loi prévoit actuellement qu'après l'élection de 1968 :

"Aucune personne occupant une position de chef ou de chef adjoint de département au siège du Gouvernement du Territoire sous tutelle, de chef ou de chef adjoint de département dans une administration de district, d'administrateur ou d'administrateur adjoint de district, de juge, ou servant en tant que membre d'une législature de district, ne sera éligible en tant que membre du Congrès tant qu'elle occupera ladite position. Cette disqualification ne deviendra effective qu'après la troisième élection générale au Congrès."

(Eighteenth Annual Report on the Administration of the Trust Territory of the Pacific Islands, p. 185)

En fait, nous laissons donc les choses en l'état jusqu'en 1968. Je comprends, toutefois, que le Congrès de la Micronésie a l'intention de se pencher sur ce problème au cours de sa prochaine session. Certains de ses membres sont venus à moi pour m'exprimer leur inquiétude à propos du paradoxe actuel.

Peut-être M. Nuuan pourrait-il faire un commentaire à ce propos en nous exprimant le point de vue d'un membre du Congrès.

M. NUUAN (Conseiller, délégation des Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : Comme l'a souligné le Haut Commissaire, c'est une question qui préoccupe beaucoup le Congrès de la Micronésie. A présent, je dirai que tous les membres du Congrès sauf cinq sont employés de l'administration du Territoire sous tutelle. Il est très difficile pour un membre du Congrès d'être d'une part membre du Congrès et d'autre part d'occuper un poste élevé dans l'administration. Bien que cette situation soit très difficile, je ne crois pas que le développement économique puisse progresser suffisamment rapidement pour permettre à davantage de personnes siégeant au Congrès d'avoir des emplois en dehors de l'administration. Il me semble que si nous nous en tenons aux dispositions de l'Ordonnance du Secrétaire, la qualité du Congrès de la Micronésie sera très faible. Je ne pense pas que ceux qui se présentent aux élections et qui travaillent pour l'administration abandonneront leur emploi de fonctionnaire pour devenir membre du Congrès. Je pense qu'ils préféreront continuer à travailler pour l'administration et abandonner la possibilité de devenir membre du Congrès. Je ne peux vous dire ce que fera le Congrès à ce propos mais je pense que, le moment venu, la meilleure chose à faire serait que le Congrès adopte une résolution demandant au Département de l'intérieur d'amender cette disposition afin que nous puissions conserver ce que nous avons aujourd'hui. C'est dommage, bien sûr, mais je préférerais voir un Congrès composé de membres ayant un double rôle mais de haute qualité qu'un Congrès de faible qualité.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A ce sujet, deux idées peuvent être exposées ici. Nous avons l'exemple de M. Dwight Heine, qui est l'Administrateur de district pour les îles Marshall, et qui est le premier Micronésien reconnu capable d'assumer la responsabilité à ce niveau administratif; il a de son propre gré donné sa démission de membre du Congrès parce qu'il a compris qu'étant donné le niveau administratif de son poste, il lui serait difficile d'occuper en même temps la position de membre du Congrès; en effet, M. Heine était le Speaker de l'Assemblée - l'équivalent de la Chambre des représentants.

En ce moment, certains membres du Conseil envisagent une autre possibilité; que cette possibilité soit empreinte de réalisme, cela est discutable; quoi qu'il en soit, il est suggéré d'attribuer aux membres du Congrès une rémunération annuelle, à condition de pouvoir trouver les fonds nécessaires pour couvrir ce fardeau financier supplémentaire. Ainsi, la dualité du rôle des membres du Congrès serait éliminée.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Les réponses données par nos collègues de la délégation des Etats-Unis me semblent très intéressantes. Pour répondre à ces réponses, je me permettrai de dire qu'il est impossible à un homme de servir deux maîtres; excusez-moi de parler à nouveau de notre propre expérience; mais c'est ce principe qui nous a conduits à instituer dans mon propre pays la procédure de l'opposition de Sa Majesté australienne au Gouvernement de Sa Majesté australienne; l'opposition de Sa Majesté australienne a le devoir de s'opposer au Gouvernement de Sa Majesté australienne.

Je suis certain qu'il y a là un problème qui préoccupe nos collègues dans les Territoires sous tutelle des Etats-Unis. Je suis également certain qu'ils sauront le résoudre dans un avenir proche. Quant à nous, nous nous sommes aperçus qu'il nous était impossible de nous opposer au Gouvernement de Sa Majesté australienne et en même temps de servir le Gouvernement de Sa Majesté australienne. Nous

M. McCarthy (Australie)

attendrons donc ce que feront à cet égard nos collègues dans les Territoires sous la tutelle des Etats-Unis.

Je voudrais maintenant me référer au paragraphe 67 du document T/L.1110. A la page 30 de ce document, nous lisons :

"Sur les quelque 20 000 enfants âgés de 7 à 14 ans que comptait le Territoire, 19 985 (contre 17 327 en 1964) étaient scolarisés; ceux qui ne l'étaient pas habitaient des îles isolées appartenant aux districts de Truk, de Yap et des îles Marshall."

En préface à ma question, je dirai que le total de 19 985 sur quelque 20 000 enfants est, à mon avis, extrêmement louable. Ma question est la suivante : quelles mesures l'Autorité administrante envisage-t-elle de prendre afin de mettre l'enseignement à la portée de ce qu'elle admet être un très petit groupe d'enfants qui pour le moment en sont privés?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse à cette question, qu'il me soit permis de dire que j'aurais dû noter, à propos de la réponse à la question précédente concernant les buts du Peace Corps que le résultat très réel et peut-être le plus important du programme du Peace Corps sera d'accomplir ceci; car les instituteurs fournis par le Peace Corps seront assignés dans les îles et les villages les plus reculés qui doivent faire face à des problèmes d'ordre économique; un service officiel d'enseignement exigerait : des locaux scolaires, des services qui en découlent : hygiène, lumière, énergie électrique ou autre. Tout cela rend l'exécution d'un programme de ce genre tel que nous le concevons, extrêmement difficile.

Les volontaires du Peace Corps iront - et c'est pour cela qu'ils sont formés - dans les villages les plus reculés où ils apporteront leur aide et où ils pourront atteindre un grand nombre de ceux qui sont privés de toutes ces facilités à cause de leur situation géographique.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Cette réponse est très satisfaisante. Je poserai une autre question dans ce même cadre. A la page 151 du rapport annuel de l'autorité administrante du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/1652), je lis la phrase suivante :

"Les résolutions et recommandations du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale ont été notées et étudiées. Ces recommandations sont diffusées dans tout le Territoire."

En posant la question qui va suivre, je n'oublie pas que des questions sur ce même sujet ont été posées et qu'elles ont fait l'objet de réponses. Néanmoins, je désirerais avoir quelques détails supplémentaires, si le représentant spécial pouvait me les fournir.

Voici ma question : A qui ces renseignements sont-ils communiqués? Ces résolutions sont-elles, par exemple, distribuées à toutes les écoles primaires et secondaires du Territoire? Sont-elles communiquées aux divers conseils des six districts? Le Congrès de la Micronésie reçoit-il ces documents? Bref, je m'efforce de déterminer l'efficacité de la diffusion de renseignements au sujet des délibérations du Conseil de tutelle et par quels moyens cette diffusion est assurée.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Tous les membres du Congrès de la Micronésie figurent maintenant sur la liste d'adresses du Conseil de tutelle; ils n'ont donc plus à dépendre de l'Administration du Territoire pour obtenir les rapports du Conseil de tutelle. De plus, dans les limites du volume de la documentation mise à la disposition de l'Administration, des exemplaires des divers rapports sont envoyés à toutes les bibliothèques scolaires et nous nous efforçons d'en assurer la distribution dans la plus large mesure possible.

Nous envisageons également la possibilité d'apporter un supplément à ce mode de rapport - en fait, j'ai discuté de cette question aujourd'hui avec l'un de mes collègues - en élaborant une sorte de programme de diffusion par radio, afin de donner à la population de la Micronésie une meilleure compréhension de ce dialogue comportant des demandes et des réponses tel qu'il se présente sous la forme du rapport. A mon avis, cela leur serait fort utile et leur permettrait de mieux comprendre les liens existant entre cet organisme, notre Administration et les divers domaines qui les intéressent.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je peux déclarer sans crainte d'être mal interprété qu'en vérité cette réponse me paraît très satisfaisante, mais cela m'amène à poser une autre question. Les dispositions qui, de toute évidence, sont prises fort consciencieusement par un membre des Nations Unies pour diffuser les renseignements concernant cet organe principal de celles-ci, s'appliquent-elles également au Comité des Vingt-Quatre que la représentante des Etats-Unis connaît, je crois, aussi bien que moi-même?

Mme ANDERSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

On vient de m'informer que les mêmes personnes qui figurent sur la liste d'adresses du Conseil de tutelle, à savoir les membres du Congrès de la Micronésie, ainsi que toutes les bibliothèques scolaires et autres institutions enseignantes, reçoivent des Nations Unies tous les documents officiels qui intéressent le Territoire sous tutelle. Les documents du Comité des Vingt-Quatre doivent donc y être inclus dans la mesure où ils concernent le Territoire sous tutelle. Je crois comprendre que cela s'applique également à tous les travaux du Conseil de sécurité relatifs au Territoire sous tutelle.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je n'en attendais pas moins de cet organe que du Conseil de tutelle.

J'aborde la question suivante. Si mes souvenirs sont exacts, M. Nuuan, répondant à une question, a indiqué qu'à certains moments et dans certains endroits, dans les territoires sous tutelle des Etats-Unis, certains ressentiments s'étaient manifestés à l'égard des Nations Unies. Je crois même me souvenir qu'il a dit que la population de Yap qu'il représente n'était pas très satisfaite de la pression exercée sur eux par les Nations Unies, ou quelque phrase de cette nature. Si M. Nuuan voulait bien apporter à ce sujet quelques précisions, je serais très intéressé à les entendre et je voudrais lui demander, quelles que soient les explications qu'il voudra bien apporter, si la documentation diffusée concernant les activités des Nations Unies dont nous discutons en ce moment, contient également des références concernant la résolution 1514 (XV).

M. NUUAN (Conseiller, délégation des Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : Peut-être que la réponse que j'ai faite hier au représentant de la Chine n'était pas suffisamment claire. Je vais m'efforcer de répondre de nouveau et je pense que je pourrais donner ainsi satisfaction au représentant de l'Australie. En intervenant aujourd'hui sur cette question - de même que je l'ai fait hier - je voudrais déclarer au Conseil que le point de vue que j'émetts est tout à fait personnel et qu'en aucune manière, il ne doit être interprété comme représentant la pensée de la majorité de la population de la Micronésie. Je crois qu'il y a une raison profonde de penser que le Conseil de tutelle désire que la population micronésienne décide elle-même de son propre sort et que le plus tôt sera le mieux. L'article 6 de l'Accord de tutelle, la résolution 742 (VIII) de l'Assemblée générale et ses annexes, de même que les procès-verbaux sténographiques du Conseil, viennent à l'appui de ma déclaration.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je dois reconnaître que j'ai le sentiment qu'il n'a pas été entièrement répondu à ma question, mais je n'insisterai pas.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je me permets d'interrompre le représentant de l'Australie, car je crois que le Représentant spécial désire apporter une précision.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je ne suis pas certain en ce qui concerne le choix des termes et je pense que peut-être vous en avez pris vous-même la responsabilité. Je crois que l'expression "ressentiments" n'est pas tout à fait appropriée. J'ai la ferme conviction qu'il n'y a aucun ressentiment à l'encontre des Nations Unies. Peut-être y a-t-il un désaccord tout à fait raisonnable en ce qui concerne les objectifs, mais je suis certain que chacun - y compris les Micronésiens eux-mêmes - apprécie tout l'intérêt que les Nations Unies portent au Territoire sous tutelle.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : En tant que représentant d'un Membre fondateur des Nations Unies, je trouve cette réponse très satisfaisante et je pense qu'elle fait toute la lumière.

J'aborderai maintenant un autre domaine, celui de l'enseignement. Je comprends que l'Administration dont le Représentant spécial est ici le porte-parole, a apporté toute son attention et même élaboré des plans en vue de l'institution d'une université pour l'enseignement supérieur dans ce territoire.

M. McCarthy (Australie)

Le Représentant spécial a expliqué à juste titre que l'Autorité administrante faisait face à divers problèmes de normes en matière d'enseignement, de priorités, de formation professionnelle et sans doute aussi à des problèmes économiques liés à la création d'une université pour une population qui ne dépasse guère 90 000 habitants et vit sur une terre de quelque 700 milles carrés, sur un peu plus de 2 000 petites îles dispersées sur une superficie d'environ 3 millions de milles carrés d'océan. C'est là, de l'avis de ma délégation, la source de tous les problèmes qui se posent à l'Autorité administrante dans le Territoire sous tutelle, qu'ils soient économiques, sociaux, culturels ou autres. Et ces considérations m'amènent à poser une ou deux questions de nature philosophique dans ce domaine.

Ma première question est la suivante : le Représentant spécial estime-t-il que les avantages qui s'attachent à la création d'institutions d'enseignement dans de telles régions essentiellement composées de petits îlots dispersés dans l'immensité de l'océan, l'emportent sur les avantages que pourrait comporter l'utilisation d'institutions situées en dehors du Territoire?

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne pense pas que les avantages de programmes et d'installations en la matière, spécialement adaptés aux besoins locaux, l'emportent sur des installations plus centralisées, en particulier au niveau de l'enseignement secondaire, et plus tard de l'université. Il y a des nécessités de caractère économique qui sont parfois prépondérantes et l'emportent sur le désir d'avoir - et je prends un exemple extrême - une université complète dans chaque district.

Je pense toutefois qu'il est un autre facteur de la plus haute importance lorsque nous examinons ce problème; c'est celui qui consiste à développer et à renforcer en Micronésie ce que nous considérons comme un élément essentiel et fort encourageant, je veux parler de la notion de l'unité de l'entité micronésienne. Il faut que les élèves et étudiants de certaines îles et de certains districts prennent conscience de l'existence et de la situation des habitants des autres îles; les jeunes qui fréquentent l'école secondaire et plus tard le collège, s'ils se connaissent mieux, auront une compréhension plus large des diverses cultures. C'est là quelque chose de fort souhaitable qui ne peut qu'avoir un effet durable sur la structure tout entière de l'enseignement

M. Norwood (Représentant spécial)

dans les Iles. Un tel effort, à mon sens, est un facteur des plus souhaitables afin que tous ces jeunes se connaissent mieux et puissent ainsi surmonter les différences d'ordre géographique qui existent actuellement.

Je pense aussi que cette idée est déjà mise en oeuvre dans la participation encourageante de l'Université d'Hawaï aux programmes du Centre Est-Ouest. A mon sens, cette expérience est de haute valeur, car c'est dans cette région que bon nombre de nos jeunes gens de la Micronésie non seulement reçoivent une formation technique et acquièrent une compétence professionnelle en divers domaines, mais encore voient leur horizon s'élargir; ils ont ainsi une plus grande vue du monde parce qu'ils rencontrent des compatriotes venus de toutes les régions du Pacifique. Ils prennent ainsi conscience des forces, des facteurs, des idées directrices qui jouent dans le monde d'aujourd'hui, et c'est là, à mon sens, un complément fort appréciable à l'enseignement même qu'ils reçoivent.

J'espère très fermement qu'à mesure que le temps s'écoulera, il nous sera possible d'établir au moins une université pour les années préparatoires, quelque part à l'intérieur du Territoire, pour créer par la suite, si au moins les conditions du Territoire le justifient, une université proprement dite.

Il y a, à mon sens, bien des avantages à déplacer les étudiants pour parfaire leur éducation et mieux vaut procéder ainsi que de les confiner dans leur milieu propre. J'ajoute cependant que c'est là mon point de vue personnel et non point nécessairement l'opinion officielle de l'Administration.

M. McCarthy (Australie) (interprétation de l'anglais) : La réponse du Représentant spécial est certainement fort intéressante. Cependant, faisant un grand effort sur moi-même, je m'efforcerai de ne pas me lancer dans des digressions philosophiques sur les avantages ou les inconvénients d'un tel système, parce que j'ai entrepris des discussions de cette nature depuis bien des années sans aboutir à une réponse qui me donne toute satisfaction.

M. McCarthy (Australie)

Ayant posé cette question, j'en soulèverai une autre qui préfacera en quelque sorte cette observation, à savoir que nous comprenons pleinement les avantages et les inconvénients que présente l'enseignement des autochtones venant de régions comme celles-là, en des centres isolés comme le Centre Est-Ouest ou même le territoire continental des Etats-Unis. Nous avons poursuivi et continuons de poursuivre cette même expérience, parfois dans des conditions difficiles. Dans mon pays, l'Australie, nous avons à l'heure actuelle, je crois, le plus grand nombre d'étudiants venus d'Asie que l'on puisse trouver en quelque pays en dehors de l'Asie. Ces jeunes gens fréquentent nos universités. Nous avons à tout moment 12 000, 13 000, 14 000 étudiants dans un nombre relativement limité d'universités; la plupart d'entre eux, sinon tous, reçoivent une aide substantielle, sous des formes diverses, du Gouvernement australien. Nous insistons pour que tous ces étudiants diplômés de deux ou trois institutions de formation professionnelle qui, pensons-nous, leur assurent des normes académiques en vérité très élevées, après avoir reçu cette formation en Australie grâce à des formes diverses d'assistance, ne demeurent pas en Australie et, en tout cas, n'y retournent qu'après être revenus pendant un certain temps dans leur pays d'origine. Grâce à la formation professionnelle qu'ils reçoivent, ils apportent à notre pays un immense esprit de compréhension des régions dont ils sont originaires. Quand ils ont terminé leurs études en médecine, en sciences ou en quelque autre domaine que ce soit, ils doivent retourner dans leur propre pays pendant un certain nombre d'années. Ils peuvent ensuite, si les circonstances le permettent, revenir en Australie et y exercer la profession pour laquelle ils sont pleinement qualifiés.

Sur la base de ces considérations, j'aimerais savoir quelles conditions l'Administration des Etats-Unis impose au retour dans le Territoire des étudiants qui ont reçu une formation donnée aux îles Hawaï, sur le territoire continental des Etats-Unis ou ailleurs dans le monde,

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je pense que les conditions restrictives mentionnées par le représentant de l'Australie sont tout à fait comparables à celles qui s'appliquent aux étudiants micronésiens qui, dans certains cas, suivent des cours sur le territoire continental des Etats-Unis et, dans d'autres cas, aux Hawaï. Des bourses leur sont accordées pour un temps limité, étant entendu qu'ils reviendront ensuite en Micronésie pour y exercer les compétences qu'ils auront acquises. Bien entendu, les Micronésiens ne sont pas des ressortissants américains et c'est pourquoi des dispositions spéciales doivent être prises pour qu'ils puissent pénétrer, aux fins de leurs études, sur le territoire des Etats-Unis. Si cette restriction est un jour éliminée, il se pourra évidemment que certains de ces étudiants souhaitent s'établir de façon permanente aux Hawaï ou ailleurs, ou se rendent en Australie ou en quelque autre partie du monde. Cependant, la plupart d'entre eux ont déclaré qu'ils cherchaient à acquérir cette formation et cette expérience parce qu'ils étaient parfaitement conscients de leurs responsabilités envers la Micronésie. Il y a rarement lieu de les encourager à retourner dans le Territoire s'il y a en fait, en Micronésie, une possibilité pour eux d'utiliser les connaissances qu'ils ont acquises. Et c'est bien là que résident nos problèmes, les problèmes qui consistent à créer et à développer des possibilités dans les domaines de l'enseignement et des professions, afin que nous ne les obligions pas à revenir pour ne rien faire, mais plutôt que nous leur offrions la possibilité d'utiliser leur compétence et leur formation professionnelles.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial et la représentante des Etats-Unis de leurs patientes réponses à mes questions qui ont pris plus de temps que je ne l'avais prévu. Je prie le Président et le Conseil de m'en excuser. Ces questions, peut-être un peu trop longues, ont été motivées par l'intérêt que ma délégation porte au développement des territoires que nous étudions.

M. MAKAREVICH (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai qu'une question à poser au Représentant spécial. Je voudrais lui demander de bien vouloir préciser un détail au sujet de l'un des éléments de sa réponse à une question de l'Australie concernant la diffusion des renseignements ayant trait aux Nations Unies, notamment des renseignements sur le Conseil de tutelle et le Comité des Vingt-Quatre. Le représentant spécial a dit à ce sujet - et la représentante des Etats-Unis l'a confirmé - que ces textes étaient envoyés dans les bibliothèques scolaires. De toute évidence, ils sont envoyés en langue anglaise. Je voudrais donc demander quel est le pourcentage de la population qui a la possibilité de prendre connaissance de ces textes, étant donné les difficultés linguistiques existant dans le territoire et que l'on nous a dit être considérables, et étant donné aussi le fait que le nombre de personnes qui connaissent la langue anglaise est assez limité.

La question que je pose est donc la suivante : Comment organise-t-on la diffusion des renseignements sur l'activité des Nations Unies au sujet des territoires sous tutelle et de nos activités en faveur de la décolonisation dans son ensemble? Comment transmet-on ces renseignements à la population elle-même? Fournit-on localement des explications dans la langue vernaculaire pour commenter ces documents des Nations Unies?

Cette question est très importante à notre avis et je serais très reconnaissant au Représentant spécial de nous donner des éclaircissements à ce sujet.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux de pouvoir répondre, au moins en partie, à cette question.

Comme cela est indiqué à la page 101 du rapport pour 1965, la Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux peuples et aux pays coloniaux a été diffusée de la façon suivante : en anglais, 5 000 exemplaires; en chamorro, 3 000; en dialecte de Truk, 3 000; en dialecte de Yap, 3 000; en dialecte de Palaos, 3 000; en dialecte de Ponapé, 3 000; en dialecte des Marshall, 3 000.

M. Norwood (Représentant spécial)

L'article sur le Conseil de tutelle des Nations Unies a été distribué de la même façon. Les documents sur les droits de l'homme ont été diffusés de façon semblable dans les mêmes dialectes. Le document des Nations Unies intitulé "Les Nations Unies, Organisation mondiale pour la paix et le progrès", a été distribué dans les mêmes proportions linguistiques.

C'est là, à mon avis, une indication de l'effort qui est fait pour ne pas compter uniquement sur la version anglaise pour la diffusion de ces documents.

M. NUUAN (Conseiller, délégation des Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais ajouter quelques mots à ce que vient de dire le Haut Commissaire. Les vingt membres du Congrès de l'île de Yap reçoivent cette documentation. Je ne sais pas comment elle est distribuée dans les écoles; mais je sais qu'il existe à la radio un programme pendant lequel ces informations sont diffusées dans la langue de Yap et dans la langue des îles Outer. Je pense donc que l'on est fondé à croire, d'une façon générale, que la population de Yap comprend ce qui se passe.

M. MAKAREVICH (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie le Représentant spécial et M. Nuuan des réponses très complètes qu'ils ont données à ma question. Cependant, je leur demanderai - et je m'en excuse - de me fournir un détail mineur mais néanmoins important. Les habitants des territoires qui sont analphabètes et qui, peut-être, n'écoutent pas les émissions radiophoniques, qui ne comprennent peut-être pas les dialectes dans lesquels ont lieu les émissions - car on sait que les émissions radio n'ont pas lieu dans tous les dialectes - ces habitants donc, ces hommes simples, ces insulaires, comment prennent-ils connaissance des documents, de tous les documents de l'Organisation des Nations Unies, de tous ses organes et de ses institutions spécialisées?

A ce propos, je voudrais demander s'il existe une forme quelconque de diffusion orale, permettant de transmettre jusqu'à ces personnes les plus simples ces renseignements qui prennent leurs sources aux Nations Unies afin que chaque Micronésien sache quelles sont les lois qui procèdent des décisions des Nations Unies et puisse, en conséquence, participer activement à l'autodétermination de son pays.

M. NUUAN (Conseiller, délégation des Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais souligner que, dans le district de Yap, le programme radiophonique est le moyen le plus sûr d'atteindre la population. Néanmoins, il est bon de faire remarquer qu'un pourcentage élevé de la population ne peut ni lire ni écrire, mais peut entendre. C'est pourquoi je pense que la diffusion radiophonique est la meilleure façon d'atteindre la population.

M. MAKAREVICH (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je suis très reconnaissant à M. Nuuan pour ses explications fort complètes, mais hélas elles ne font que refléter la situation qui règne dans l'île de Yap. J'attache beaucoup de prix à sa réponse, mais j'aimerais également savoir quelle est la situation pour l'ensemble du Territoire sous tutelle à cet égard.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La diffusion de renseignements se fait de manière analogue dans tous les districts. Chacun d'entre eux dispose d'une station émettrice de radio, et grâce aux postes de radio à transistors qui sont largement répandus dans les districts, même dans les régions les plus éloignées, la population se trouve maintenant à portée de ces renseignements. Un effort a été fait, comme l'indiquent les statistiques déjà mentionnées, pour élargir le champ d'action de ces renseignements dans la mesure où cela est possible du point de vue géographique. Cela n'exclut pas évidemment la possibilité de trouver dans certaines îles très éloignées, à des miles de distance, des personnes qui ne possèdent peut-être pas de radio à transistors et qui malheureusement risquent de ne pas être au courant de ce qui se passe.

M. MAKAREVICH (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Une dernière question. D'ailleurs, ce n'est pas à proprement parler une question, mais plutôt une requête. La délégation soviétique serait très reconnaissante à la délégation des Etats-Unis si elle pouvait recevoir - et je ne demande pas que ce soit fait d'emblée et immédiatement, mais plus tard, en temps voulu - des renseignements sur la durée des émissions de radio et sur les dialectes qui sont employés au cours de ces dernières à l'intention des simples autochtones micronésiens se trouvant dans les îles les plus éloignées, pour permettre à ceux-ci de recevoir des renseignements sur les activités des Nations Unies. Je le répète, si ces données ne sont pas immédiatement disponibles, j'aimerais les recevoir plus tard, dès que cela sera possible et ce, de façon très complète.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous ferons en sorte de communiquer ces renseignements dans toute la mesure de nos moyens.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander au représentant de l'Union soviétique s'il a d'autres questions à poser ou s'il désire ajouter quelque chose?

M. MAKAREVICH (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Merci. Je n'ai plus de questions à poser.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il d'autres questions?

Puisque ce n'est pas le cas, il me reste à remercier tout d'abord ceux qui ont posé des questions et qui, de cette manière, nous ont permis d'obtenir des renseignements supplémentaires et, en second lieu et peut-être tout particulièrement, ceux qui ont bien voulu répondre à ces questions : le Dr Coigney qui a répondu au nom de l'Organisation mondiale de la santé, et les membres de la délégation des Etats-Unis qui ont répondu au nom de cette dernière. Peut-être devrais-je remercier tout particulièrement M. Nuuan et le représentant spécial, le Haut Commissaire adjoint lui-même.

Je crois que nous en avons ainsi terminé avec cette phase de l'examen de notre question à l'ordre du jour, la période des questions, et je pense que nous pourrions peut-être entamer les déclarations générales sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique qui fait l'objet de notre discussion. Ces remarques peuvent, bien entendu, comprendre des observations sur le rapport de l'Organisation mondiale de la santé, figurant au document T/1647, ainsi que sur les pétitions générales concernant le Territoire sous tutelle figurant aux documents T/PET.10/L.10 et 11.

DISCUSSION GENERALE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A cet égard, je crois savoir que le représentant de l'Union soviétique souhaite faire une déclaration en ce qui concerne le rapport de l'Organisation mondiale de la santé.

M. USTINOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la trente-troisième session du Conseil de tutelle a été soumis le rapport de l'Organisation mondiale de la santé relatif à la situation sanitaire du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

M. Ustinov (URSS)

Ce rapport est le résultat d'une étude approfondie et objective des services médicaux dont disposent les îles, et donne suite à l'enquête entreprise par des spécialistes compétents de l'Organisation mondiale de la santé à cause d'une plainte exprimée par des pétitionnaires des Îles du Pacifique.

Les membres du Conseil se rappelleront que la pétition demandait aux Nations Unies d'étudier de façon approfondie la situation dans ces îles après que des demandes analogues adressées à l'Autorité administrante dans le passé eurent été totalement ignorées. En critiquant fortement la Puissance administrante, les pétitionnaires ont carrément dit que celle-ci ne s'acquittait pas de ses devoirs, au titre des Accords de tutelle, pour protéger la santé des habitants. Ils ont attiré l'attention des Nations Unies également sur le peu de bien-fondé qu'il y avait dans les déclarations du rapport selon lesquelles les hôpitaux du Territoire étaient bien équipés; ils ont dit que l'équipement médical de ces hôpitaux était, avant tout, périmé et ne répondait pas aux exigences modernes. Dans la pétition, on donnait également des exemples patents d'indifférence de la part de l'Autorité administrante, tels que le maintien de malades mentaux dans des prisons ou dans des salles communes avec des malades atteints de tuberculose ou de lèpre.

Nous estimons également qu'on ne saurait avoir aucun doute sur la légitimité des faits mentionnés dans la pétition en ce qui concerne les conclusions du seizième rapport annuel sur la situation médicale, conclusions rédigées par des personnes qui n'avaient rien à voir avec la médecine; on ne saurait ignorer le fait que l'Autorité administrante tentait de faire taire ceux qui avaient voulu divulguer la situation sanitaire dans le Territoire sous tutelle.

A propos des déclarations des Etats-Unis sur le Territoire sous tutelle, je voudrais dire qu'il y a une différence entre ces dernières et le rapport de l'OMS. Voici en quoi consiste cette différence. Si l'on tient compte des médecins qualifiés, c'est-à-dire ceux qui ont reçu une formation médicale appropriée, il y a un médecin pour 11 000 personnes dans le Territoire. L'enquête menée à la suite de la décision du Conseil de tutelle a confirmé entièrement les

M. Ustinov (URSS)

principales plaintes de la pétition et a montré que les Etats-Unis ne se préoccupaient pas comme ils auraient dû le faire de la santé des habitants du Territoire sous tutelle, et que la situation dans ce domaine était loin du but que s'était fixé à l'époque le regretté président Kennedy qui avait déclaré que les services médicaux dans le Territoire sous tutelle seraient à un niveau égal aux normes minimales acceptées dans l'ensemble des Etats-Unis.

M. Ustinov (URSS)

L'équipe d'enquêteurs de l'OMS a constaté que même dans l'organisation des services de santé il y a de graves insuffisances et que le personnel médical dans le Territoire sous tutelle se préoccupe beaucoup de l'absence de coordination entre le personnel médical du Centre administratif du Territoire et celui des districts, en d'autres termes, dans les endroits où vit la majorité de la population. Les administrateurs des districts constituent une sorte de barrière entre le personnel médical et le Directeur des services de santé du Territoire. Comme le rapport le souligne à juste titre, ces relations anormales conduisent à une coordination insuffisante entre le Centre et les institutions qui appliquent les traitements dans la brousse et à des difficultés lorsqu'il s'agit de prévoir le financement et le contrôle général du fonctionnement du système des services médicaux.

Le Territoire n'a pas un plan net pour le développement des services de santé et des services spécialisés. La centralisation du pouvoir exécutif dans les mains de l'administrateur de district mène à ce que fréquemment les hôpitaux, sans que le personnel médical le sache, sont privés des moyens d'acquérir des médicaments et de l'équipement.

Nous ne pouvons non plus passer sous silence ce fait révélé par l'équipe de l'OMS, à savoir que le principe du secret médical et de l'éthique médicale en général est ignoré dans le Territoire. C'est une violation flagrante des normes et pratiques médicales universellement reconnues.

Après avoir étudié les informations contenues dans le rapport de l'Organisation mondiale de la santé, la délégation soviétique désire s'associer aux conclusions de l'équipe d'enquêteurs, selon lesquelles la structure existante des services de santé dans le Territoire n'est pas satisfaisante. Comme il ressort du rapport de l'OMS, la lutte contre les maladies infectieuses comme la grippe et la variole est assez inefficace. En dépit de l'appel lancé par le Conseil de tutelle à l'Autorité administrante en 1965 pour que cette dernière adopte toutes les mesures possibles en vue de l'élimination de la tuberculose, cette maladie constitue toujours le problème principal pour les services de santé dans le Territoire sous tutelle. La lutte antituberculeuse se limite au traitement des cas déclarés de cette maladie. Il n'y a pas de programme net de campagne

à long terme de prophylaxie systématique contre la tuberculose et il n'y a même pas de plan pour une telle campagne. Dans la majorité des hôpitaux de district, il n'y a pas d'équipement radiologique, indispensable pour un diagnostic approprié et pour le traitement de la tuberculose. Parmi les techniciens radiologues de la population autochtone, un nombre limité seulement a reçu une formation spéciale. La majorité de la population dans les régions éloignées de la brousse est privée de la possibilité d'avoir même une radioscopie des poumons.

Aussi déplorable est la situation des services prophylactiques pour les maladies infectieuses comme la diphtérie, la typhoïde et la variole. Les vaccinations contre ces maladies ne se font que dans les centres de districts; dans la majorité des îles les inoculations ne sont pas terminées et dans certaines elles ne sont même pas commencées.

Il n'y a pas un seul psychiâtre, pas un seul spécialiste du traitement des maladies mentales dans le Territoire. Il n'est donc pas surprenant que les personnes atteintes de maladies mentales soient mises dans des prisons et pas dans des salles d'hôpital spécialement équipées. De tels faits sont une honte au vingtième siècle. Ils illustrent l'indifférence totale de l'Autorité administrante vis-à-vis des besoins les plus élémentaires des habitants autochtones. Et cela dure depuis vingt ans.

Un exemple très net du fait que l'Autorité administrante ignore son devoir dans le domaine social est l'absence, dans le Territoire, d'une forme importante de la protection sanitaire, à savoir l'hygiène élémentaire du milieu. Il est souligné dans le rapport que cela conduit à des désordres intestinaux graves. Dans l'ensemble du Territoire, la dysenterie amibienne ainsi que les infections gastro-intestinales sont largement répandues et c'est la principale cause de la mortalité infantile. 90 p. 100 de la population souffre d'ascaridiase. Les conclusions du rapport en ce qui concerne la carence du Territoire à appliquer les principes fondamentaux de l'hygiène et de la santé confirment les observations des témoins qui ont visité les communautés des îles du Pacifique.

Voici par exemple ce qu'un auteur américain, Trumbul, écrivait dans un livre intitulé Paradise under Trusteeship :

"La saleté, les conditions anti-hygiéniques et la misère de ces habitations produit une impression particulièrement défavorable et n'inspire pas confiance en l'Autorité administrante."

Le personnel sanitaire spécialisé dans le Territoire ne s'occupe que des services à fournir au personnel administratif et au personnel militaire et s'intéresse très peu à la population autochtone dans son ensemble. Le personnel du service de santé dont le nombre est assez limité n'a pas la formation médicale voulue.

Je voudrais également attirer l'attention sur la mauvaise coordination qui existe entre le système des services de santé et les services sociaux, ainsi que la formation inadéquate du personnel médical qui s'occupe des questions sociales. Il est souligné dans le rapport qu'il y a des insuffisances dans le système d'approvisionnement en eau et qu'il n'y a qu'un faible pourcentage de la population qui a des installations sanitaires. Le système des égouts et le système de ramassage des ordures sont aussi mauvais.

Il faut souligner que le fait que les services de santé dépendent du système des services civils dans le Territoire a déjà été mentionné dans le passé en différentes occasions. Par exemple voici comment la situation est décrite dans le livre que j'ai mentionné plus haut (Paradise under Trusteeship) en ce qui concerne les communications dans l'île de Yap :

"Par suite de l'absence de routes, les gens meurent avant d'avoir pu arriver jusqu'à l'hôpital".

M. Ustinov (URSS)

Ce même ouvrage cite l'avis suivant des habitants du district des Palaos :

"Le Département des Travaux Publics s'occupe de la construction et de l'amélioration des routes, mais uniquement pour répondre aux besoins de l'Autorité administrante; les routes dont la population dans son ensemble a besoin et qu'elle utilise sont négligées. Il est généralement admis que les Américains ont besoin d'eau courante et d'énergie électrique. Quant aux habitants autochtones des Palaos, il semblerait qu'ils en ont besoin également."

Les insuffisances flagrantes relevées par le groupe de l'OMS en ce qui concerne les services d'hygiène dans les écoles sont très graves. Certaines écoles ont été, par suite de mauvaise planification et coordination, construites sans lavabos, sans cabinets d'aisance et sans approvisionnement en eau. A la lumière de ces données, les auteurs du rapport sont arrivés à une conclusion parfaitement correcte : l'insuffisance et l'inconséquence des déclarations contenues dans le Seizième rapport annuel de l'Autorité administrante signalant que l'approvisionnement en eau est assuré par des canalisations d'eau de source sous le contrôle de l'Administration.

Confirmant les renseignements fournis par les pétitionnaires qui ont signalé les services tout à fait inadéquats existant dans les hôpitaux, les membres du groupe de l'OMS ont remarqué que, dans les hôpitaux militaires, seulement une partie insignifiante de l'équipement pouvait être qualifié de moderne; cette observation s'applique également aux services pharmaceutiques. Les conditions hygiéniques et sanitaires des pharmacies - qui devraient être des centres de protection de la santé des habitants - sont inadéquates et parfois les plus élémentaires ne sont pas respectées. Les services bactériologiques sont dans une situation aussi pitoyable. Dans ce territoire, il n'existe pas de programme d'éducation en matière de problèmes de la santé. L'influence des sorciers locaux reste très forte.

Le niveau de formation du personnel médical est extrêmement bas. En juin 1965, il y avait 43 fonctionnaires médicaux servant une population de 90 000 habitants;

M. Ustinov (URSS)

sur les 43 personnes dont je viens de parler, il y a huit médecins diplômés qui ne sont pas des Micronésiens; les 35 fonctionnaires et assistants médicaux micronésiens n'ont pas de diplôme d'une école médicale officielle; trois d'entre eux n'ont suivi que l'enseignement du niveau primaire et ont ensuite reçu une certaine formation dans des hôpitaux à l'époque de l'occupation japonaise. Ainsi, dans le domaine de la formation des cadres médicaux à recruter parmi les habitants autochtones, l'Autorité administrante, au cours de près de vingt années, n'a que faiblement amélioré ce qui avait été fait par ses prédécesseurs.

En juin 1965, le Territoire entier ne comptait que cinq infirmières diplômées. Il y avait donc une infirmière pour 18 000 habitants dans ce Territoire, alors qu'aux Etats-Unis, il y a trois infirmières pour 1 000 personnes.

D'après les conclusions du groupe de l'OMS, il est permis de dire que les habitants autochtones sont très désireux d'acquérir une formation médicale. Mais leur niveau de scolarité y fait obstacle d'une manière générale, ainsi que le manque de personnel qualifié qui pourrait former des stagiaires dans les hôpitaux. Un autre obstacle sérieux est le fait que les femmes qui voudraient acquérir une formation d'infirmière doivent connaître parfaitement la langue anglaise, car cette formation ne se fait qu'en langue anglaise et non pas dans la langue vernaculaire.

Comme exemple de la lenteur de la formation des cadres, nous pourrions citer le cas suivant. Les premiers autochtones spécialistes qui auront une formation médicale complète ne sont attendus au Territoire que dans une douzaine d'années.

Cette attitude de l'Autorité administrante à l'égard de la formation des experts nécessaires pour constituer des cadres médicaux est particulièrement intolérable lorsqu'elle est examinée dans le contexte du refus systématique et général de l'Autorité administrante d'autoriser les étudiants autochtones à sortir du Territoire sous tutelle afin d'utiliser les bourses octroyées par certains Membres des Nations Unies, et même certains pays membres du Conseil de tutelle.

En analysant les conclusions du rapport de l'OMS, il est impossible de ne pas être d'accord pour reconnaître que les services médicaux du Territoire ne sont pas

conformes aux règles généralement admises et qu'il y a, dans le Territoire, un mécontentement constant, croissant et généralisé au sein de la population autochtone pour ce qui est de l'état des services médicaux du Territoire.

Du reste, l'état des services de santé préoccupe gravement le Congrès de la Micronésie; il a fait le sujet de son examen à de nombreuses séances au cours de la première session du Congrès. C'est ainsi que, dans une résolution commune des deux Chambres du Congrès, adoptée le 7 août 1965, il est souligné que "le système d'approvisionnement en eau est insuffisant dans tous les districts." Dans une autre résolution, datée du 10 août de la même année, il est insisté sur la nécessité d'améliorer et d'étendre le système de protection de la santé sociale. Il est également dit que c'est là une responsabilité inaliénable du Haut-Commissaire.

D'après le rapport du Groupe de l'OMS, le budget du Territoire ne prévoit aucun crédit supplémentaire destiné à l'amélioration de la situation dans le domaine de la santé publique. Les dépenses prévues pour les services médicaux, y compris les frais de construction, continuent, comme par le passé, à ne représenter que 10 p. 100 des dépenses totales du Territoire. Dans le budget annuel pour l'exercice 1964, le montant prévu pour les besoins sanitaires et médicaux du Territoire entier est de 1,9 millions de dollars. En d'autres termes, ce montant est inférieur à celui qui est prévu, dans le budget de Guam, pour un seul hôpital militaire, pour lequel un crédit de 2 millions de dollars est alloué. Ceci ne serait-il pas, par hasard, lié au rôle important que les Etats-Unis attribuent à Guam en tant que base militaire dans le cadre de la lutte agressive contre les peuples du Sud-Est asiatique qui se battent pour leur droit légitime à l'indépendance et à la liberté?

M. Ustinov (URSS)

La délégation soviétique estime que la mission de l'OMS a effectué dans le Territoire sous tutelle un travail très utile et qu'elle a ainsi révélé au monde entier la politique coloniale menée par les Etats-Unis dans l'océan Pacifique. L'insuffisance des efforts déployés par l'Autorité administrante dans le domaine social est tellement évidente que même les organes officiels des Etats-Unis sont dans l'obligation de la reconnaître. Cela a été particulièrement souligné dans une déclaration faite le 21 janvier 1966 par la mission des Etats-Unis qui indique que, dans le Territoire sous tutelle, "il reste encore beaucoup à faire" et que le programme américain de santé dans les Iles doit être mis en oeuvre d'une manière beaucoup plus accélérée.

Le Représentant spécial qui parle ici a dû également reconnaître ces faits. Sans aucun doute, les conclusions de la mission de l'OMS méritent d'être prises très sérieusement en considération lors de la rédaction d'une résolution concernant cette question, aussi bien que dans la préparation du rapport du Conseil de tutelle qui sera transmis au Conseil de sécurité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre que le représentant des Etats-Unis entend exercer son droit de réponse. Je lui donne la parole.

M. JOHNSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je serai très bref. Dans une certaine mesure, M. Norwood a déjà traité ce sujet. Il a souligné que nous avons pleinement conscience du problème soulevé dans le rapport de l'OMS et des difficultés particulières que nous rencontrons dans l'application des programmes médicaux dans le Territoire sous tutelle, et il a décrit quelques-unes des mesures que nous prenons à cet égard. Cependant, nous aurons l'occasion de revenir sur cette question un peu plus tard, dans le cours du débat, avant que ne s'achève la discussion intéressant les territoires sous tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je n'ai plus d'orateurs inscrits sur ma liste pour prendre part au débat général cet après-midi. Mais, avant de lever la séance, je crois que le représentant des Etats-Unis voudrait dire quelques mots.

M. JOHNSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je prendrai simplement quelques instants pour présenter au Conseil quatre personnes qui sont parmi nous cet après-midi; nous sommes très heureux qu'elles puissent assister à nos travaux; ce sont des personnalités très importantes qui, à Washington, s'intéressent aux mêmes questions.

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter M. Ray Taylor, de la Caroline du Nord, membre du Congrès, membre de la Commission de la Chambre pour les affaires intérieures et insulaires; M. John L. Taylor, conseiller auprès de la Commission intérieure de la Chambre des affaires territoriales et indiennes; M. James Gamble, spécialiste des questions territoriales et indiennes auprès de la Commission du Sénat pour les affaires intérieures et insulaires; enfin, Mme Ruth Van Cleve, directrice de l'Office des Territoires, Département de l'intérieur.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant des Etats-Unis et je suis certain de l'accueil que réservera le Conseil à ces visiteurs de marque qui sont parmi nous et qui viennent de vous être présentés.

En ce qui concerne nos futurs travaux, je voudrais souligner que nous avons envisagé deux séances pour demain afin d'achever le débat général et accorder à l'Autorité administrante le temps nécessaire pour étudier toutes les déclarations faites au cours de ce débat et lui permettre de répondre lors de la séance qui est prévue pour vendredi après-midi.

A cet égard, je me permettrais d'adresser un appel aux membres du Conseil afin que le plus grand nombre possible d'entre eux soient prêts à prendre la parole demain matin. Demain matin et demain après-midi, nos séances seront consacrées au débat général. J'espère que nous pourrons l'achever et, vendredi, nous pourrions entendre la déclaration finale de la délégation des Etats-Unis qui est prévue pour la séance de l'après-midi. Si nous suivons ce programme, nous pourrions aborder vendredi matin l'étude des conditions existantes en Nouvelle-Guinée et entendre une déclaration liminaire. Tel est le calendrier provisoire sur lequel nous étions arrivés à un accord lors de notre première réunion.

Si ce programme donne satisfaction au Conseil, nous pourrions le suivre.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, j'éprouve quelque hésitation à suggérer un léger changement dans votre programme. En réalité, je me suis trouvée souffrante depuis le début et il ne me sera pas possible de prendre la parole avant vendredi.

Le FRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois être l'interprète du Conseil en disant qu'il acceptera la requête que vient de soumettre la représentante du Libéria. Je pense qu'il n'y a aucune raison qui nous empêche d'entendre une déclaration vendredi après-midi, en même temps que celle qui sera présentée par les Etats-Unis.

S'il n'y a pas d'objection, je propose que notre prochaine séance ait lieu demain matin à 10 h. 30.

La séance est levée à 17 h. 40